



pour l'école ?

2) Même chose pour les élèves ; en tant qu'adultes, nous pouvons les soutenir pour qu'ils gagnent des espaces de liberté et de démocratie.

3) Il faut se battre pour exiger l'enseignement du basque partout au Pays basque : dans ce but, des actions communes parents-élèves-salarié-e-s peuvent être menées sur plusieurs établissements scolaires.

4) Il faut lutter aussi pour exiger de maintenir et/ou de créer des petites structures, avec de petits effectifs.

L'exemple des écoles basques

Lors de ce débat, nous n'aboutissons évidemment pas à la proposition d'un grand projet alternatif ; non seulement parce que l'école est aujourd'hui en position défensive, mais aussi parce que l'éducation ne doit pas être considérée seulement comme un service public mais plutôt comme un bien commun, et que sa qualité ne dépend pas des seuls professionnels de ce secteur.

L'exemple des *ikastola* (écoles basques) montre que la motivation collective pour mettre en place un projet partagé par tout un mouvement est quelque chose de très important. Même

si tout n'est pas parfait dans les *ikastola*, elles restent un exemple d'alternative, non seulement parce qu'elles ont permis une décolonisation au niveau essentiel de la langue mais aussi parce qu'elles ont des objectifs et un fonctionnement respectueux de l'enfant et de son émancipation, ceci au prix d'une grande implication des enseignant-es et des parents, ainsi que, à une époque, de tout un mouvement.

D'autre part, le mouvement actuel dans les établissements scolaires, dans la mesure où il s'organise à la base, où il fait tomber les barrières entre les divers personnels, entre les parents et les enseignant-es, entre syndiqué-es et non-syndiqué-es, peut être un espace et un moment importants pour amener le débat, non seulement sur l'école que nous ne voulons pas, mais aussi sur celle qui se rapprocherait le plus de ce que nous voulons.

Enfin, des expériences alternatives existent ; privées, comme l'école Montessori, mais qui nous paraît assez élitiste ; publiques, comme les lycées expérimentaux "autogérés" (Paris, Saint-Nazaire...), etc. Il serait intéressant de mieux les connaître.

Noir tableau

L'absence de démocratie à l'intérieur des établissements scolaires ; l'absence de prise en compte de la parole et des revendications des élèves.

Le pouvoir de plus en plus grand du chef d'établissement.

L'absence de l'enseignement de l'euskara dans beaucoup d'établissements, ou bien sa relégation à une place subalterne et quasi symbolique.

Des rythmes scolaires parfaitement inadaptés à l'équilibre de l'enfant ou de l'adolescent, dont il est dit maintenant clairement et cyniquement qu'il n'est plus "au centre" du système.

L'obsession des évaluations, et ce dès le plus jeune âge.

Le recours accru à des emplois précaires

Des effectifs de classe trop lourds.

La hiérarchie entre les personnels, entre les matières.

L'absence de polyvalence dans les formations données aux jeunes.

Futur proche

Des activités seront livrées à des groupes privés, renforçant les inégalités de moyens entre les établissements, entre les jeunes.

Des matières, déjà réduites à la portion congrue, ne seront plus enseignées.

Des filières, jugées non rentables, disparaîtront, restreignant localement les choix des élèves.

Les chefs d'entreprise auront leur mot à dire dans les formations.

Des personnels ne seront pas remplacés.

Des postes ne seront pas créés.

On assistera à des regroupements, des concentrations invivables et inhumaines qui remplaceront des structures jugées trop petites, trop coûteuses.

Les inégalités seront renforcées entre des écoles d'excellence et d'autres de seconde zone.